

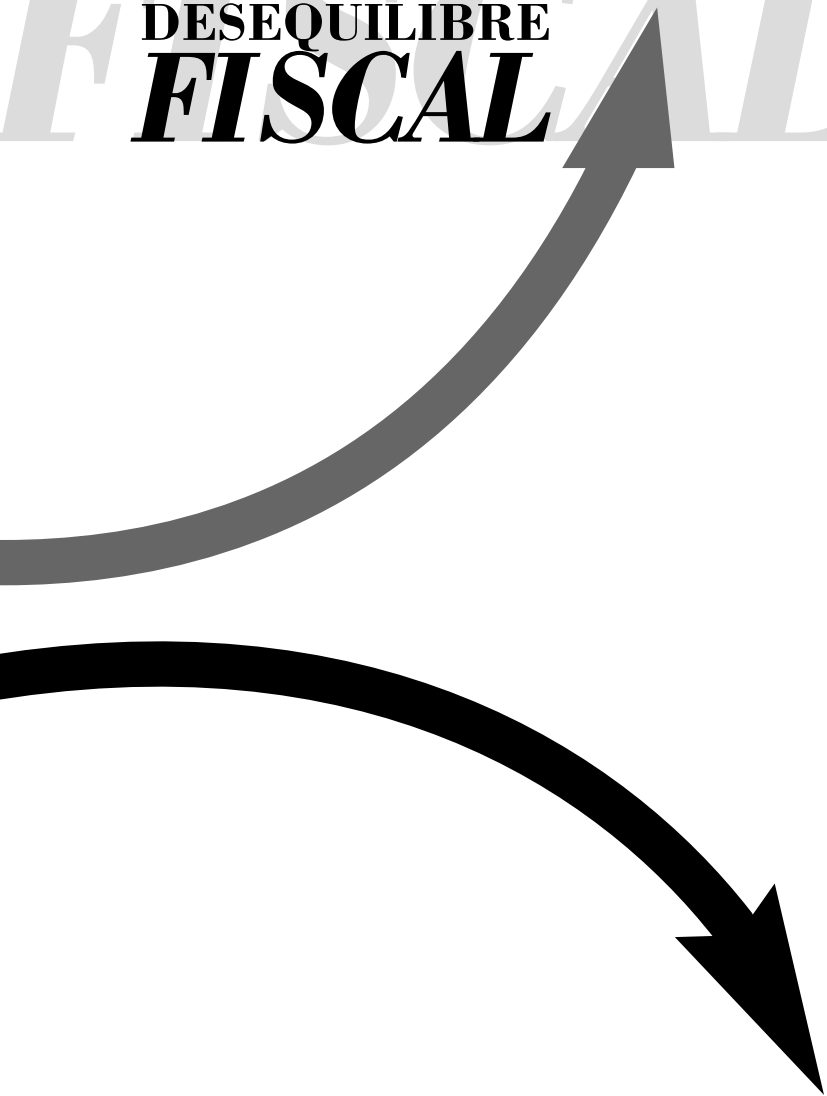
Le DÉSÉQUILIBRE FISCAL

Le
DÉSÉQUILIBRE
FISCAL

O t t a w a
Q u é b e c

Le
DÉSÉQUILIBRE

Le
DÉSÉQUILIBRE
FISCAL



POURQUOI

corriger le déséquilibre fiscal?

⇒ Parce que le gouvernement du Québec n'a pas les revenus nécessaires pour répondre aux besoins de sa population?

⇒ Parce qu'Ottawa a des revenus qui dépassent largement ses responsabilités et accumule des surplus qu'il dépense dans les champs de compétence du Québec?

⇒ Parce que Stephen Harper s'est engagé à s'attaquer au déséquilibre fiscal et à l'éliminer dès 2007?

⇒ Parce que le déséquilibre fiscal est un déséquilibre budgétaire qui mène à un déséquilibre politique, voire à un déséquilibre social?

⇒ Parce que les conséquences du déséquilibre fiscal sont nombreuses et que le Québec est confronté à un manque à gagner de près de 4 milliards \$ par année?

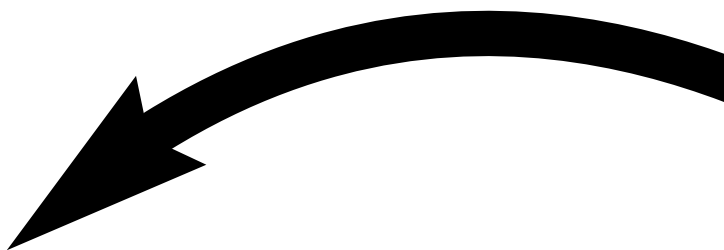
⇒ Parce que le déséquilibre fiscal a affecté plus durement le Québec que les provinces?

⇒ Parce que les moyens pour corriger ce déséquilibre sont connus et à la portée du gouvernement fédéral?

⇒ Parce que le Québec ne doit pas subir le « pouvoir de dépenser » du fédéral, mais bien avoir l'autonomie nécessaire pour agir librement dans ses champs de compétences?

À la lecture de ce document, vous découvrirez que toutes ces réponses sont de bonnes raisons de corriger le déséquilibre fiscal qui mine la capacité du Québec à répondre aux besoins grandissants de sa population.

Plus que tout, le Bloc Québécois affirme que le gouvernement du Québec doit pouvoir compter sur des revenus autonomes de même que sur la stabilité et la prévisibilité nécessaires pour maintenir l'équilibre budgétaire et financer adéquatement ses responsabilités à l'égard de sa population.



Le déséquilibre fiscal et l'engagement de **STEPHEN HARPER**

Quel engagement a pris Stephen Harper?

S'attaquer au déséquilibre fiscal et l'éliminer dès 2007, comme il l'a précisé dans le premier budget de son gouvernement, présenté le 2 mai dernier.

Pourquoi le Bloc Québécois a appuyé le budget conservateur?

À cause de cet engagement clair. Parce que nous réclamons la reconnaissance et la correction du déséquilibre fiscal depuis des années et qu'il n'aurait pas été responsable de défaire le premier gouvernement fédéral qui reconnaît ce problème et s'engage à le corriger.

Le gouvernement Harper ne peut se soustraire à cet engagement en réduisant le déséquilibre fiscal au seul enjeu « du financement de l'éducation postsecondaire et des infrastructures ». S'attaquer à cet enjeu spécifique ne ferait que réduire les pressions financières que subit le Québec, ce qui ne permet pas de corriger le déséquilibre fiscal.

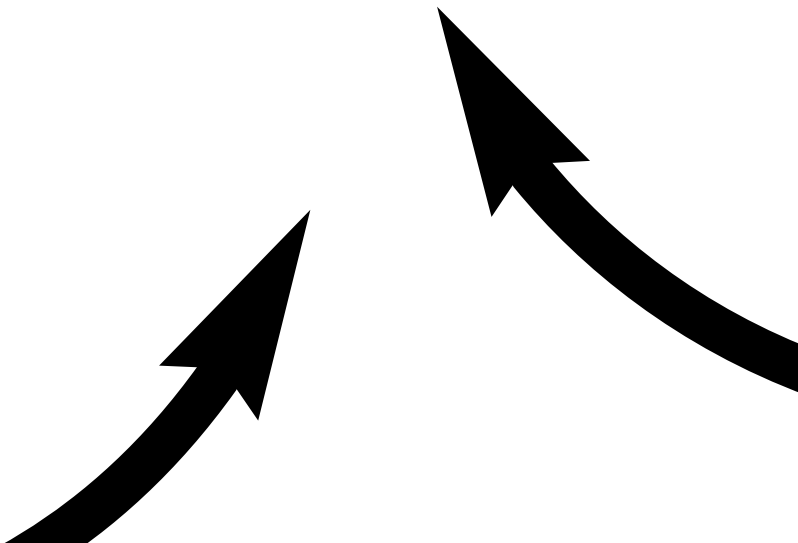
Stephen Harper a-t-il une obligation de résultats pour le budget de 2007?

Oui! Et le Bloc Québécois s'assurera que le gouvernement Harper respecte sa promesse intégralement et élimine le déséquilibre fiscal dès 2007.

Les maigres efforts investis jusqu'à présent ne constituent pas une solution finale au déséquilibre fiscal. Ce problème demeure une réalité qui affecte le Québec dans un grand nombre de services et de secteurs d'activité.

STEPHEN HARPER

**a une obligation
de résultats**



Le déséquilibre fiscal, C'EST QUOI?

« Il y a déséquilibre fiscal [...] lorsqu'un ordre de gouvernement dispose de revenus excédant ce qui est nécessaire au financement de ses propres compétences, alors qu'à l'inverse, l'autre ordre de gouvernement a des revenus insuffisants compte tenu des dépenses résultant de ses compétences constitutionnelles. »

*Pour un nouveau partage des moyens financiers au Canada,
Commission sur le déséquilibre fiscal, p. 18.*

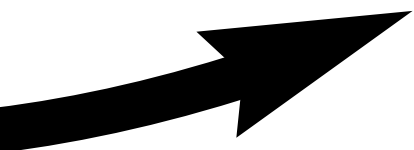
6 Le déséquilibre fiscal, c'est un déséquilibre budgétaire, forgé de toutes pièces par le gouvernement fédéral, dont les causes mènent à d'autres déséquilibres, tant au plan politique que social.

Le gouvernement fédéral a donné vie au déséquilibre fiscal en coupant dans les transferts au Québec et aux provinces pour la santé, l'éducation et les programmes sociaux, et en se servant des surplus générés par ses coupes pour multiplier les intrusions dans les champs de compétence du Québec et des provinces.

LES SURPLUS fédéraux viennent d'où?

En plus de disposer d'une assiette fiscale trop large pour ses responsabilités, Ottawa a réalisé une bonne partie de ses surplus aux dépens des chômeurs, ainsi que des gouvernements du Québec et des provinces.

- ⇒ Entre 1994-1995 et 1997-1998, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) a été réduit de 33 %, soit de 6,219 milliards \$. L'argent qui allait autrefois à l'administration de la santé, à l'éducation et aux autres programmes sociaux, a donc servi aux intrusions du fédéral.
- ⇒ De 1995 à 2003, les libéraux ont pigé plusieurs milliards \$ dans la caisse d'assurance-emploi. Ces milliards \$ de cotisations n'ont pas servi aux chômeurs, mais à réduire le déficit fédéral, les impôts et financer de nouvelles dépenses!
- ⇒ Les surplus fédéraux de 1997-1998 à 2005-2006 totalisent 70,4 milliards \$.



LES CONSÉQUENCES du déséquilibre fiscal

Les conséquences du déséquilibre fiscal sont nombreuses. En plus d'entraîner la diminution des ressources financières du gouvernement québécois, ces conséquences ont des répercussions sur les relations et les mécanismes de partage entre Québec et Ottawa. Finalement, elles affectent directement les citoyennes et les citoyens.

Ces conséquences ont été classées en trois grandes catégories par la *Commission Séguin sur le déséquilibre fiscal*.

8 LES CONSÉQUENCES DU DÉSÉQUILIBRE FISCAL SELON LA COMMISSION SÉGUIN

« L'insuffisance de ressources pour répondre aux besoins des citoyennes et des citoyens. »

« Une autonomie décisionnelle et budgétaire compromise, alors que cette autonomie [...] assure aux citoyens des provinces que leurs choix seront respectés, même s'ils diffèrent de ceux des citoyens du reste de la fédération. »

« Des services moins efficaces à cause des dysfonctionnements dans les relations financières entre Québec et Ottawa. »



**LEURS EFFETS POUR LE QUÉBEC
ET SA POPULATION**

**Déséquilibre
BUDGÉTAIRE**



**Déséquilibre
POLITIQUE**






**Déséquilibre
SOCIAL**



UN DÉSÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE QUI MÈNE À DES DÉSÉQUILIBRES POLITIQUE ET SOCIAL

Les conséquences du déséquilibre fiscal sont nombreuses. La diminution des ressources financières du gouvernement québécois et les répercussions sur les relations et les mécanismes de partage entre Québec et Ottawa affectent directement les citoyennes et les citoyens.

Voici comment les classait la Commission Séguin sur le déséquilibre fiscal.

<p>« L'insuffisance de ressources pour répondre aux besoins des citoyennes et des citoyens. »</p> 		<p>« Une autonomie décisionnelle et budgétaire compromise[...]. »</p> 	<p>« Des services moins efficaces à cause des dysfonctionnements dans les relations financières entre Québec et Ottawa. »</p> 
UN DÉSÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	DONT LES CAUSES MÈNENT À...	UN DÉSÉQUILIBRE POLITIQUE	UN DÉSÉQUILIBRE SOCIAL
<p>Ottawa NAGE DANS L'ARGENT</p> <p>70,4 milliards \$ en surplus, entre 1997-1998 2005-2006. (Selon Comptes publics du Canada)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Des revenus qui augmentent plus rapidement que les dépenses. ⇒ La réduction des transferts au Québec et aux provinces pour réduire le déficit, suivi d'un rattrapage partiel. ⇒ Ottawa a plus d'argent pour exercer son « pouvoir de dépenser » et imposer ses conditions au Québec dans des champs de compétences comme la santé, l'éducation ou les services sociaux. 	<p><i>Ottawa multiplie les ingérences avec ses milliards \$ en surplus</i></p> <p>81 milliards \$ d'intrusions en 2002-2003, selon le Comité Léonard.</p> <p>Depuis 1994-1995, Ottawa dépense plus dans les champs du Québec et des provinces que dans ses propres champs de compétence.</p>	<p><i>Ces intrusions n'améliorent en rien les services à la population</i></p> <p>Les intrusions d'Ottawa en 2002-2003 comptaient pour 55 % des dépenses du fédéral. Pourtant, le fédéral n'offre que très peu de services à la population.</p>
<p>Québec N'ARRIVE PAS</p> <p>Près de 4 milliards \$ de manque à gagner par année pour l'avenir.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Des revenus limités et des dépenses en hausse. ⇒ Les coupes dans les transferts fédéraux pour l'éducation et les services sociaux limitent la capacité du Québec à répondre aux besoins de sa population. ⇒ Avec des revenus limités, Québec peine à combattre les intrusions du fédéral dans ses champs de compétence. 	<p><i>Québec ne dispose pas des ressources fiscales autonomes pour mettre en œuvre nos choix</i></p> <p>Sans cette autonomie, le Québec est dépendant d'Ottawa qui a l'argent et lui impose des conditions en échange.</p> <p>Il en résulte un État québécois affaibli, à qui Ottawa impose les choix du Canada. Où est la démocratie dans tout ça?</p>	<p><i>Sous l'effet du déséquilibre fiscal, le tissu social québécois se dégrade</i></p> <p>Pourquoi? Parce les programmes sociaux relèvent de Québec qui n'arrive pas.</p> <p>Finalement, la moitié de nos impôts va à Ottawa et Québec ne peut en profiter pour améliorer ses politiques sociales, par exemple.</p>

LE QUÉBEC a été plus affecté que les provinces

*Des transferts qui ne correspondent pas
aux besoins du Québec*

À la fin des années 1990, le gouvernement fédéral a modifié le calcul des transferts dévolus au Québec et aux provinces. Ce nouveau calcul pénalise tout particulièrement le Québec.

De transferts versés en fonction des besoins des Québécoises et des Québécois, le fédéral s'est mis à verser des transferts au prorata de la population québécoise. Ce qui a occasionné une perte.

*Une formule de péréquation
qui pénalise le Québec*

Par ailleurs, la proportion des revenus fédéraux consacrés à la péréquation a chuté de 7 à 5,4 % entre 1994-1995 et 2004-2005. Il s'agit d'une diminution de 23 %.

Combiné à la multiplication des ententes particulières entre Ottawa et des provinces comme Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse ou la Saskatchewan, ce nouveau calcul de la péréquation a fait en sorte d'accroître les disparités entre les provinces au lieu de les aplanir.



Comment le fédéral a-t-il pu accentuer le déséquilibre fiscal si la péréquation et les transferts fédéraux pour la santé et les programmes sociaux ont augmenté de 45 % entre 1994-1995 à 2005-2006?

Tout simplement parce que le Québec a été plus affecté que les provinces par les coupes et que le rattrapage est plus lent ici qu'ailleurs.

⇒ La péréquation a augmenté de 21 % au Québec contre 31,5 % pour les provinces bénéficiaires.

⇒ Les transferts fédéraux pour la santé et les programmes sociaux ont augmenté de 27,7 % au Québec contre 64,3 % pour les provinces.

LE BLOC QUÉBÉCOIS PROPOSE UNE DÉMARCHE EN DEUX TEMPS POUR RÉGLER LE DÉSÉQUILIBRE FISCAL

1. PALLIER AUX URGENCES ET RÉDUIRE LES PRESSIONS FINANCIÈRES QUE SUBISSENT LE QUÉBEC ET LES PROVINCES, NOTAMMENT SUR LA BASE DES ÉLÉMENTS SUIVANTS

2. CORRIGER LE DÉSÉQUILIBRE FISCAL

Augmenter de 5 milliards \$ les transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux	Réformer en profondeur le calcul de la péréquation : une hausse plus de 4 milliards \$ par année au Canada	Couvrir 25 % des dépenses en santé du Québec et des provinces	Récupérer les sommes du fédéral pour les services de garde	Établir un nouveau partage fiscal (TPS et/ou points d'impôt) entre le gouvernement fédéral, d'une part, et le Québec et les provinces, d'autre part.
<p>Les transferts fédéraux en matière d'éducation post-secondaire et de programmes sociaux (TCPS) ont diminué de 2,2 milliards \$ entre 1994-1995 et 2005-2006.</p> <p>En tenant compte de l'inflation, cette diminution représente cette année un manque à gagner de plus de 5 milliards \$ dans la contribution du fédéral aux dépenses du Québec et des provinces pour l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux. Pour le Québec, cela signifierait 1,2 milliard \$ de plus.</p> <p>Ce rehaussement des transferts fédéraux fait l'objet d'un vaste consensus au Québec, où syndicats, étudiants, cégeps et universités le réclament d'une même voix.</p>	<p>La péréquation doit permettre au Québec et aux provinces d'avoir des ressources suffisantes pour assurer des services publics comparables.</p> <p>Le calcul actuel pénalise le Québec : il accroît les disparités fiscales entre les provinces au lieu de les aplanir.</p> <p>Ottawa doit donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ tenir compte de la richesse et des revenus de toutes les provinces; ⇒ abandonner la « norme des cinq » provinces (elle exclut l'Alberta et les provinces de l'Atlantique) pour revenir à la « norme des dix » provinces. <p>Ces mesures hausseraient la péréquation plus de 4 milliards \$ par année pour le Canada. Pour le Québec, cela signifierait environ 2 milliards \$.</p>	<p>En réponse au Rapport Romanow, le fédéral s'est engagé à couvrir 25 % des dépenses du Québec et des provinces dans le domaine de la santé.</p> <p>Même avec les derniers réinvestissements fédéraux, Ottawa ne couvre que 23,1 % des dépenses du Québec et des provinces en santé.</p> <p>Il en résulte un manque à gagner de 1,7 milliard \$, cette année, pour le Québec et les provinces. Pour le Québec, cela représenterait 400 millions \$ de plus.</p>	<p>En mettant fin au financement fédéral pour les services de garde, le gouvernement Harper a créé un manque à gagner annuel de 1,2 milliard \$ pour le Québec et les provinces à partir de 2007-2008.</p> <p>Au Québec seulement, la fin de l'entente sur les services de garde représente un manque à gagner de 807 millions \$ entre 2007-2008 et 2009-2010. Pour les années 2007-2008, cela représenterait 270 millions \$.</p> <p>Le Bloc Québécois veut que ce montant soit ajouté au règlement du déséquilibre fiscal.</p>	<p>Le Bloc Québécois fait siennes les recommandations de <i>la Commission Séguin</i> pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ établir un nouveau partage des champs fiscaux; ⇒ mettre fin au « pouvoir fédéral de dépenser » qui remet en cause l'autonomie du Québec ou offrir un droit de retrait avec pleine compensation et sans condition. <p>Ce nouveau partage permettrait d'équilibrer les sources de revenus entre ces deux ordres de gouvernements et de mettre fin au déséquilibre politique et social qui découlent du déséquilibre fiscal.</p> <p>Le Québec pourrait alors compter sur des revenus autonomes, de même que sur la stabilité et la prévisibilité nécessaires pour maintenir l'équilibre budgétaire, financer adéquatement ses responsabilités et mettre en œuvre les choix fait par sa population.</p>

La véritable démocratie passe par LA SOUVERAINETÉ

Corriger le déséquilibre fiscal permettra au gouvernement du Québec de mettre en œuvre un plus grand nombre de nos choix de société pour mieux répondre à nos besoins. Mais la véritable démocratie passe par la souveraineté.

Pour jouir d'une véritable ouverture sur le monde et faire connaître les vues propres aux Québécoises et aux Québécois sur la scène internationale, le gouvernement du Québec doit pouvoir parler librement, à titre d'État souverain.

C'est pourquoi nous réaffirmons ici que les Québécoises et les Québécois forment une nation à part entière qui est prête à réaliser sa souveraineté et à exprimer sa différence dans un nouvel État en Amérique du Nord.

